

## QUELLE ISSUE POLITIQUE AUX COMBATS DU PROLÉTARIAT UNIFIÉ D'ALLEMAGNE ?

Alors même qu'en France se déroulait la mobilisation contre le CPE mettant ouvertement en cause le gouvernement Chirac-Villepin, en Allemagne, d'importantes mobilisations avaient lieu : grève de 46 jours contre la fermeture d'une usine AEG à Nuremberg, grèves durant huit semaines dans les services publics, grèves des soins et manifestations de médecins hospitaliers... L'offensive contre le prolétariat et la jeunesse, en Allemagne comme en France, a la même origine.

Au delà des proclamations plus ou moins optimistes sur les prévisions de croissance, la perspective redoutée par la bourgeoisie, c'est une crise sans précédent dépassant de loin celle des années 1930 ; c'est cette perspective qui impose au capital, dans une situation où s'exacerbe la concurrence entre les grandes puissances, de mener une offensive d'une brutalité sans précédent - depuis cinquante ans - contre le prolétariat dans son ensemble. Reagan et Thatcher ont, au cours des années 1980 donné le signal à cette offensive impulsée aujourd'hui par le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy en France et par le gouvernement de « grande coalition » que dirige Merkel en Allemagne.

Il est significatif de voir, comment pour ses propres besoins – ceux de la défense de capitalisme allemand – Angela Merkel, chancelière de la République fédérale allemande, dans la déclaration de politique générale qu'elle prononce devant Bundestag le 30 novembre 2005 fait preuve d'une conscience aiguë des problèmes internes à la bourgeoisie allemande et du fait que le talon d'Achille de cette bourgeoisie – la plus puissante d'Europe -, c'est le prolétariat de l'Allemagne réunifiée.

En effet, bien qu'il ait subi de rudes coups, nulle part (et pas plus en Allemagne qu'en France) le prolétariat n'a été écrasé ; il garde toutes ses potentialités de combat. En Allemagne, comme en France, « *ce n'est qu'avec la complicité active des organisations ouvrières traditionnelles que les gouvernements des grandes puissances impérialistes peuvent mener avec succès leur offensive ultra-réactionnaire contre le prolétariat et la jeunesse.* »<sup>1</sup>

Aussi « *handicapés politiquement qu'ils soient* », ces prolétariats « *s'efforcent d'engager et engagent de*

### NOVEMBRE 2005 : ANGELA MERKEL À LA TÊTE D'UN GOUVERNEMENT DE GRANDE COALITION.

Le 22 novembre 2005, Angela Merkel est élue chancelière au Bundestag, à la tête d'un gouvernement de grande coalition rassemblant 7 ministres de la CDU/CSU et 8 ministres du SPD. Le programme de gouvernement, intitulé « *Ensemble pour l'Allemagne* » est un imposant document de près de 200 pages rendu public le 11 novembre, après deux mois de négociations

*puissants combats qui posent la question du pouvoir et dans des conditions nouvelles, la question de la construction de Partis Ouvriers Révolutionnaires et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire* ». En l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, les processus par lesquels le prolétariat allemand cherche et cherchera à s'ouvrir une issue politique seront longs et tortueux. Et en Allemagne, comme en France, « *la question du programme, celle des rythmes et des délais, pour la construction d'une telle organisation, seront déterminantes* ».

En Allemagne comme en France, ces combats du prolétariat et de la jeunesse en défense des acquis arrachés dans le cadre de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, sont des combats politiques; ils posent la question du pouvoir. En Allemagne, comme en France, le prolétariat et la jeunesse se trouvent confrontés à la politique des vieilles organisations ouvrières, des dirigeants syndicaux attachés à la défense des intérêts de leur propre bourgeoisie, des États bourgeois. En Allemagne, comme en France, ouvrir une issue politique aux mobilisations de la classe ouvrière et de la jeunesse est la question essentielle.

Apporter des réponses politiques à la question du pouvoir, à celle d'un véritable programme ouvrier ne peut être fait en dehors d'une analyse rigoureuse des processus en cours à l'échelle de l'Europe, des processus en cours dans le prolétariat ; il faut donc commencer par restituer les faits.

Il faut aussi prendre en compte les relations entre le prolétariat allemand et ses vieilles organisations, l'histoire du mouvement ouvrier allemand et la place particulière qu'il occupe en Europe. On ne peut, pour ce faire, se contenter d'aligner quelques commentaires. « *Toute description véritable est une explication* », expliquait Engels à l'encontre de Proudhon dont les théories étaient élaborées hors de la réalité. Ouvrir au prolétariat allemand une perspective politique qui découle du mouvement même du prolétariat et de la jeunesse participe du combat pour la construction de l'indispensable Parti ouvrier révolutionnaire.

entre le SPD et la CDU/CSU. Il a été adopté quelques jours plus tôt par les congrès des deux partis.

À Karlsruhe, au congrès du SPD le 18 novembre 2005, une écrasante majorité de délégués (480 délégués sur 500) s'est prononcée en faveur du programme de la grande coalition (15 contre et 5 abstentions). Le même jour, les congrès de la CDU et de la CSU l'ont adopté à la quasi-unanimité.

Élaboré sous la direction d'Angela Merkel et de Franz Müntefering, vice-chancelier (SPD), ce contrat est considéré comme la base du projet commun. Le programme de la grande coalition, sous l'axe « *assainir, réformer, investir* » cherche à opérer une relance de l'économie et le redressement des finances publiques ; il faut, pour cela, porter de nouveaux coups aux acquis ouvriers, opérer une nouvelle baisse de la valeur de la force de travail.

Le titre de ce traité, « *Ensemble pour l'Allemagne, avec courage et sens humanitaire* » montre le caractère « d'union nationale » de cet accord. Désarmer politiquement le prolétariat et la jeunesse, en fermant toute issue politique, telle est le contenu politique de « la grande coalition ».

Cet appel à l'union nationale apparaît dès les premières lignes de la déclaration de Merkel :

*« Qui est aujourd'hui le plus surpris ? Qui aurait cru qu'une grande coalition entrerait ce jour en fonction afin de guider notre pays vers l'avenir ? » (...) « J'ai nommé la nouvelle coalition une coalition des nouvelles possibilités » (...) « elle nous offre une possibilité inespérée »*

Et de faire référence à la phrase célèbre prononcée en 1969 par Willy Brandt: « *Nous voulons oser plus de démocratie* »<sup>2</sup>. Merkel poursuit :

*« Permettez moi aujourd'hui de compléter cette phrase et de nous crier : « Osons plus de liberté », avant d'expliciter : « Lâchons les freins à la croissance. Libérons-nous de la bureaucratie et des règlements dépassés ».*

La déclaration de Merkel montre que celle-ci a une grande conscience du rôle que doit assurer son gouvernement à l'échelle de l'Europe : celui d'un chef de file économique et politique. La défense des intérêts de l'impérialisme allemand dans le cadre de la concurrence mondiale lui impose donc de tenter de surmonter la crise de l'Union européenne.

Un mois et demi plus tard, Laurence Parisot devant l'Assemblée générale du Medef reprenait en écho : « *La France est illisible* » ; il faut simplifier le code du travail devenu « *illisible* » (...) « *la lisibilité garantit la démocratie, qui garantit l'échange, qui garantit la liberté et la richesse* ». Pour Merkel, comme pour Parisot, il faut « libérer » le patronat des acquis arrachés par les prolétariats Allemand, Français parce que ces acquis limitent le taux de profit capitaliste. De cet objectif découlent les principaux éléments de l'accord passé entre la CDU/CSU et le SPD pour gouverner (voir l'article « *Au cœur du programme gouvernemental : « la réforme des réformes* »)

## AU CŒUR DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL : « LA RÉFORME DES RÉFORMES ».

Sur quoi repose l'accord de gouvernement CDU/CSU-SPD ?

Deux axes sont prioritaires dans l'accord de « grande coalition » : rétablir l'équilibre budgétaire et réaliser la réforme de la loi fédérale.

- **La réforme de la loi fédérale :**

C'est, selon Stoiber, la « réforme des réformes » : elle est indispensable pour permettre une modification de la répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les Länder. Elle doit réduire les prérogatives législatives du Bundesrat (60% des lois doivent actuellement être votées par la chambre des Länder, ce qui rend difficile l'adoption des « réformes » nécessaires à la bourgeoisie) : à terme, le vote des « contre-réformes » exigées par la bourgeoisie allemande en sera facilité. Ce qu'indique Merkel à propos des conventions collectives est clair : pour « *assouplir les conventions collectives* », il faut « *changer la Loi fondamentale* ». « Assouplir » ? Le terme utilisé par la chancelière est un euphémisme : « *Les conventions collectives font clairement exception dans le droit de l'économie de marché. Puisqu'on a accordé aux parties prenantes à une convention collective des exceptions aux droits de la compétitivité,*

*elles seront obligées d'agir dans le sens de l'intérêt général et non d'imposer l'intérêt particulier* »<sup>3</sup>. C'est une véritable redéfinition des conventions collectives qu'annonce Merkel: non plus des accords garantissant aux salariés des droits identiques sur l'ensemble du territoire (et limitant la concurrence entre les salariés), mais des accords respectant l'intérêt général, lequel dans la société capitaliste est l'intérêt de la bourgeoisie. Cette réforme constitutionnelle est la tâche essentielle de la « grande coalition » (voir l'article spécifique sur cette question dans ce numéro de CPS).

- **La lutte contre les déficits publics et la « baisse du coût du travail » :**

Le déficit public a en effet atteint 3,5% du PIB en 2005, dépassant pour la quatrième année consécutive le seuil des 3% que l'Allemagne avait elle-même imposé à ses partenaires de l'Union Européenne lors du traité de Maastricht en 1992. Il s'agit d'abord du déficit de l'Etat fédéral, mais également celui, très important, des Länder, qui disposent d'un pouvoir incomparablement plus élevé que les régions en France, et emploient ensemble bien davantage de fonctionnaires que le seul Etat fédéral. « *Les caisses de l'Etat sont vides* » indiquait en octobre Franz Müntefering, ex-président du SPD et

désormais nouveau ministre du travail. Peer Steinbrück, nouveau ministre SPD des finances affirme que l'Allemagne doit « *se conformer au Pacte de Stabilité en 2007* ».

Le gouvernement de « grande coalition » Merckel-Müntefering a d'ores et déjà pris des mesures en ce sens.

**La TVA** sera augmentée de 3% en 2007 : elle passe de 16% à 19%. Cette hausse n'était que de 2% dans le programme de la CDU. Elle a été vigoureusement combattue par Schröder et le SPD lors de la campagne électorale. Elle devrait rapporter 24 milliards d'euros par an (ce qui représente environ 25% du déficit public allemand). C'est, dit Merckel, « *la décision la plus difficile à prendre pour nous tous* ». Cette hausse pèsera doublement sur la classe ouvrière et les masses populaires : elle renchérit du coût de la vie et un point de cette hausse sera consacré à « *la réduction du coût de la main d'oeuvre* » (il s'agit de compenser la réduction de 6,5% à 4,5% des cotisations d'assurance chômage, or ces cotisations sont une partie du salaire et cette « remise » est un nouveau cadeau accordé au patronat). Il convient de rappeler que dans sa campagne électorale, la CDU a ouvertement présenté cette mesure comme un moyen de faire baisser « le coût du travail ». À côté de cela, la hausse de 42 à 45% de l'impôt sur les hauts revenus ne représente rien si ce n'est qu'elle a permis un marchandage avec le SPD (faire avaler la hausse de la TVA).

### « LIBERTÉ » DU TRAVAIL ET FLEXIBILISATION.

- **Réforme de la législation du travail.**

L'accord du gouvernement de grande coalition prévoit un contrat comparable au « contrat nouvelle embauche » français, avec une période d'essai passant de 6 à 24 mois ce qui supprime la protection contre le licenciement au cours des deux premières années (durée maximum pour un CDD en Allemagne). L'extension à toutes les entreprises de cette mesure qui existait déjà dans les PME serait un sérieux coup porté au CDI. Parallèlement, cette protection sera également totalement supprimée pour les plus de 52 ans. Certes, le programme de la CDU qui prévoyait la mise en cause pure et simple de « l'autonomie tarifaire » c'est à dire la liquidation des conventions de branches au profit des accords d'entreprise, n'est pas officiellement repris. Mais Merckel reconnaît que « *les choses bougent déjà à ce niveau* ». En effet, depuis les années 1990, des accords « hors-branche » se sont développés, permettant aux employeurs des entreprises en difficulté de modifier le temps de travail ou de réduire les salaires. En avril 2004, l'IG Metall et la branche patronale Gesamtmetall ont signé l'accord de Pforzheim : les entreprises peuvent modifier le temps de travail ou les salaires afin d'améliorer leur compétitivité ; elles s'engagent à renoncer aux licenciements. Tous les secteurs y ont aujourd'hui recours : on comptabilise 600 accords hors branche depuis 2004. Cet accord permet donc aux patrons qui considèrent que les négociations de branche

- **De nouvelles attaques majeures contre le système de sécurité sociale.**

La réforme de l'assurance-chômage doit être durcie. La réforme Hartz IV, en 2004, avait fusionné l'assurance-chômage, les aides au logement et l'aide sociale, afin de pouvoir globalement réduire les sommes allouées à chaque bénéficiaire. Le gouvernement Merckel-Müntefering entend durcir les conditions d'accès, en supprimant l'allocation au bout de trois refus d'offre d'emploi. Elle projette d'évincer notamment la jeunesse (« *les enfants de moins de 25 ans doivent être d'abord financés par leurs parents avant de faire appel à la communauté* »). Si le taux des allocations des Länder de l'est doit être aligné sur celui des Länder de l'ouest (de 331 à 345 euros par mois), la chancelière a annoncé l'intention « *d'économiser environ 4 milliards d'euros en politique de l'emploi* ». D'autre part, l'âge légal de départ à la retraite sera progressivement porté de 65 à 67 ans entre 2012 et 2035 ; les retraites seront à nouveau gelées pendant 4 ans - jusqu'en 2010 -, les cotisations passeront de 19,5 à 19,9% (0,4% supportée par les salaires) et des mesures seront prises pour élargir la retraite par capitalisation. Un nouveau projet de réforme de l'assurance maladie sera présenté au cours de l'année 2006 (d'ores et déjà Merckel a annoncé des modifications dans le versement des prestations, la nécessité de faire diminuer le coût des remboursements de médicaments...).

ont conduit à une trop forte augmentation des salaires de négociier pour leur entreprise des accords hors convention collective...

- **Augmentation du temps de travail des fonctionnaires fédéraux.**

Ils devront effectuer 41 heures par semaine sans compensation salariale ; la prime de Noël est réduite de moitié, et le nombre de postes baisse de 2,5% (non remplacement des départs à la retraite) Soit un milliard d'euros d'économies par an.

- **Pour « remettre au travail les chômeurs »** faiblement qualifiés Merckel annonce un salaire combiné : ce salaire inférieur au tarif de branche comporterait une « compensation » de l'État dont le montant sera à fixer.

- **Développement du travail gratuit :**

Enfin, au nom d'une « *société citoyenne vivante* », la chancelière a annoncé diverses mesures pour développer le travail gratuit en particulier dans le secteur de la culture (l'économie sociale occupe déjà en Allemagne une place importante : en 1996, environ 16,7 millions de personnes étaient engagées pour un travail non rémunéré auprès de plus de 400 000 associations). Merckel indique, par exemple, que la « *cohabitation de plusieurs générations* » doit favoriser la garde des enfants par les grands parents, la prise en charges des parents âgés ou

infirmes par les familles... On comprend mieux le sens des mesures « pour les familles » !

À cela s'ajoutent, au nom de la « lutte anti-terroriste », des pouvoirs accrus à la police et aux services secrets, le projet d'autoriser l'intervention de la Bundeswehr à

#### UN PLAN DE RELANCE : LE « WACHSTUMPAKET »

Un point majeur de la plateforme gouvernementale prévoit la mise en place d'un plan de relance. Son contenu n'a été rendu public que le 9 et 10 janvier 2006, après de longues négociations. Il prévoit plusieurs axes d'investissements d'un montant de 25 milliards de dollars sur 4 ans, en particulier :

- 9 milliards d'euros de dégrèvements pour les investissements et les bénéfices des PME
- 6 milliards d'euros pour le développement de la recherche, particulièrement dans les domaines industriels stratégiques. Les investissements de recherche et développement doivent atteindre 3% du PNB en 2010
- 4 milliards d'investissements dans les transports ;

l'intérieur des frontières – c'est à dire principalement contre les mobilisations ouvrières -, l'extension de la détention préventive pour les jeunes. Autant de mesures mettant en cause des libertés démocratiques.

- 2,5 milliards d'euros de dégrèvements fiscaux pour frais de garde et rénovation des bâtiments (en particulier les investissements dans les énergies renouvelables)

Ce plan représente essentiellement une tentative de relancer l'investissement des entreprises d'une part, et de relancer certains secteurs comme le BTP d'autre part (transports, rénovation), sachant que ce secteur déjà en grande difficulté subira de plein fouet la suppression des exonérations liées à l'accession au logement d'une part, et à la contraction des investissements publics d'autre part. Les ménages aisés pourront également bénéficier de la prise en charge de leurs frais de garde d'enfant, ou bien bénéficier pendant un an après la naissance d'un enfant d'un salaire parental.

### COMMENT CE GOUVERNEMENT ET CE PROGRAMME ONT-ILS PU VOIR LE JOUR ?

Parmi tous ces éléments du programme du gouvernement de « grande coalition », il faut insister sur ce que dit Merkel elle-même: la grande coalition « a saisi une chance unique de faire aboutir la réforme du système fédéral ». Et cette réforme est fondamentale car elle doit permettre, à terme, de réduire de façon drastique

le coût financiers des dépenses publiques et les acquis du prolétariat allemand.

Sur quoi repose cette « chance » ? Comment une telle « alliance » contre nature entre la CDU/CSU (parti historique de la bourgeoisie allemande) et le SPD (parti ouvrier bourgeois) a-t-elle pu se mettre en place ?

#### RETOUR SUR 2004 : LE GOUVERNEMENT SCHRÖDER-FISCHER À NOUVEAU PROTÉGÉ.

Répondre à cette question impose de revenir sur le bilan du gouvernement Schröder-Fischer (gouvernement de « petite coalition » SPD-Verts). L'article publié dans le numéro 98 de CPS de novembre 2004 présente les combats menés par le prolétariat allemand : le 3 avril 2004, 500 000 salariés, chômeurs manifestaient à l'appel de la DGB (la plus importante mobilisation depuis la réunification de l'Allemagne); début juillet 2004 surgissait le mouvement de grèves des travailleurs de Daimler-Chrysler à l'usine de Stuttgart-Sindelfingen dans le Bade-Würtemberg (et les actions de solidarité, des employés de Brême en particulier), puis les Mongtagsdemo quinze jours plus tard. Les « manifestations du lundi » passent rapidement du mot d'ordre « Retrait de la loi Hartz IV », « Retrait de l'Agenda 2010 » au mot d'ordre « Weg Schröder » (« Dehors Schröder »). En octobre, la grève et le blocage de l'usine Opel de Bochum par ses salariés est un mouvement spontané et illégal<sup>4</sup>. Ces mobilisations

mettaient à l'ordre du jour le combat contre le gouvernement Schröder-Fischer pour le chasser. Dans l'article de CPS cité, nous écrivions :

*« Ouvrir une perspective politique, c'est mener campagne pour que les dirigeants de la DGB appellent au combat contre le gouvernement Schröder, qu'ils se prononcent pour un autre gouvernement un gouvernement du seul SPD, qu'ils se prononcent contre le système de « cogestion ». Il y a encore une majorité du SPD au Bundestag ; il est encore possible de mener le combat pour que le SPD démette le gouvernement Schröder, pour qu'il rompe avec les coalitions SPD-Verts, SPD-CDU/CSU dans les Länder, comme dans les Assemblées fédérales, pour qu'il forme un gouvernement du seul SPD, appuyé sur la mobilisation des masses. D'un tel gouvernement les masses exigeraient la satisfaction de leurs revendications. »*

#### LES MÉCANISMES DUNE DÉFAITE ANNONCÉE.

Aucune force politique n'a mené le moindre combat pour imposer au DGB et au SPD le Front unique contre le gouvernement SPD-Vert, pour la rupture du SPD avec

ce gouvernement de coalition, pour un gouvernement du seul SPD.

C'est dans ces conditions qu'avaient lieu, le 22 mai 2005, les élections au Land de Rhénanie du Nord-Westphalie. Les résultats de ces élections régionales constituent, pour le SPD, une défaite historique. L'annonce faite par Schröder, le soir de ce 22 mai, d'anticiper les élections fédérales a fait couler beaucoup d'encre. Mais on ne peut faire l'analyse de ces résultats électoraux en projetant sur l'Allemagne les critères utilisés pour la France sans risque de grossières erreurs (voir l'analyse ci-après) : « *Le SPD se retrouve, au niveau des Länder dans une impasse comme jamais auparavant dans l'histoire de la République fédérale* », indique un spécialiste allemand et en même temps cette décision est prise par le seul Schröder qui entend « discipliner » le SPD en interdisant tout débat sur le bilan de la politique menée depuis 1998.<sup>5</sup> Le fait qu'il n'y ait plus, en mai 2005, de gouvernement « rouge-vert » au niveau des Länder – alors qu'il y en avait cinq en 1998 – anticipe des résultats des élections fédérales.

La Loi fédérale ne prévoit une dissolution du Bundesrat que si un chancelier est battu après avoir posé une question de confiance - et en dernier ressort, cette décision appartient au Président de la République – Et le 1<sup>er</sup> juillet, afin que cette dissolution soit possible, ce sont les opposants sociaux-démocrates au chancelier qui lui ont accordé leur confiance, tandis que les partisans de Schröder, sur instruction de ce dernier – la lui refusaient. À l'évidence, il s'agit là d'une manœuvre aux marges de la loi fédérale. Et surtout, cela atteste du fait qu'à l'intérieur du SPD, le désarroi est considérable. En 1998, puis en 2002, c'est pour interdire à la CDU/CSU de mettre en œuvre son offensive anti-ouvrière que la classe ouvrière et la jeunesse ont porté au pouvoir une majorité du SPD. C'est contre cette volonté, qu'a été constitué le gouvernement de « coalition rouge-verte » SPD-Verts ; c'est avec l'appui de la CDU/CSU, que la coalition « rouge-verte » a gouverné. À l'évidence, les résultats électoraux en RNW annonçaient ceux des législatives du 18 septembre 2005.

## SPD : DE LA DÉFAITE AUX ÉLECTIONS DU LAND DE RHÉNANIE DU NORD-WESTPHALIE AUX RÉSULTATS DE SEPTEMBRE 2005

### RHÉNANIE DU NORD-WESTPHALIE : DÉFAITE HISTORIQUE DU SPD.

La Rhénanie du Nord-Westphalie est le Land le plus peuplé d'Allemagne (18 millions d'habitants, 25% du corps électoral) ; et c'est celui où le prolétariat est le plus concentré (cette région industrielle de la Ruhr réalise près du quart du PIB de l'Allemagne). C'est aussi dans ce Land que le prolétariat de l'Ouest a le plus fortement subi la crise ces dernières années : le taux de chômage y dépasse désormais 12% (plus de 18 à 20% dans la Ruhr).

Avec 37% des voix contre 42,8% en 2000, le SPD perd la majorité du Länder, au profit de la CDU, qui progresse de 37 à 44,8%. Leurs alliés respectifs (Verts et Libéraux) plafonnent à 6%, contre 7% et 10% en 2000. Le nouveau parti, la WASG, atteint seulement 2,2%. Il n'y a pas pour autant un vote massif de la classe ouvrière pour la CDU. La hausse de la participation se fait au bénéfice exclusif de la CDU qui gagne 900 000 voix et des autres partis bourgeois, Libéraux et Verts (220.000 voix).

Le SPD recule de 11 points (contre 5,7 en moyenne) ; il a perdu 1,5 millions de voix par rapport à 1990. La Rhénanie du Nord-Westphalie, dirigée depuis 40 ans par le SPD, rassemble la moitié des adhérents du parti. Et cette défaite s'inscrit à la suite des résultats désastreux qui ont conduit à la perte pour le SPD des Länder de Hesse, de Basse-Saxe, de Saxe-Anhalt, d'Hambourg, du Schleswig-Holstein et de Sarre au profit de la CDU. En Bavière, le SPD n'a même pas atteint 20% des voix, il est resté sous les 10% en Saxe. Même durant les années 1950, qui furent sombres pour le parti, le SPD dirigeait davantage de gouvernements régionaux à l'Ouest de l'Allemagne qu'aujourd'hui.

Le SPD a perdu 7 des 12 Länder qu'il dirigeait en 1998 (sur les 16 que compte l'Allemagne réunifiée) et ne dirige plus que deux Länder en coalition avec le PDS, deux avec la CDU et un avec le FDP. La CDU/CSU détient désormais quasiment la majorité des 2/3 au Bundesrat.

La politique du gouvernement Schröder-Fischer, voilà la véritable raison de cette défaite annoncée. L'absence de perspective politique aux combats engagés par la classe ouvrière, la jeunesse, la masse des chômeurs contre la politique du gouvernement Schröder-Fischer, de l'Agenda 2010 explique ces résultats.

C'est au soir de la défaite électorale du SPD en Rhénanie du Nord-Westphalie, le 22 mai 2005, que Schröder annonce sa décision d'aller vers des élections anticipées au Bundestag. Et durant six mois, jusqu'au 22 novembre 2005, la vie politique allemande fut littéralement suspendue.

C'est l'impasse dans laquelle il se trouve qui amène alors Schröder à demander des élections anticipées. Certes il détient encore la majorité au Bundestag. Mais il ne dirige plus aucun Land et n'a donc plus aucune représentation directe au Bundesrat.

La presse allemande présente ainsi les deux raisons qui « *motivent le choix du chancelier allemand. D'une part, son action sera entravée par la majorité conservatrice du Bundesrat. Et d'autre part, la crainte de la rébellion de députés de l'aile gauche du SPD pourrait mettre son gouvernement en minorité* ». En effet, cette défaite ouvre une importante crise dans le SPD. Mais la politique de

fuite en avant dans la soumission du SPD aux exigences de la bourgeoisie ne peut le conduire qu'à un nouvel affaiblissement du SPD.

### LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AU BUNDESTAG DU 18 SEPTEMBRE 2005.

Le 18 septembre 2005, il s'agit d'élire 614 députés à la Diète fédérale (il y en avait 603 en 2002 et 669 en 1998). L'abstention s'élève à 22,3% des inscrits (+ 1,4% par rapport à 2002, + 4,3% par rapport à 1998; elle est du même ordre qu'en 1990 où l'Allemagne avait connu un des plus fort taux d'abstention à des élections fédérales) : près d'un demi-million d'électeurs du SPD se sont abstenus, 740 000 pour la CDU.

- **Le SPD** avec 34,3 % des votants et 26% des inscrits perd 4,3% des voix par rapport à 2002 et 6% par rapport à 1998 (il perd 2,2 millions de voix par rapport à 2002 et 3,6 millions par rapport à 1998 qui était son meilleur score depuis la réunification). Le SPD se retrouve au niveau des résultats de 1990 (33% des votants et 26% des inscrits) : en 1990, la classe ouvrière avait sanctionné le fait que le SPD, alors dirigé par Lafontaine, s'était opposé à la réunification. Certes, ce n'est pas l'effondrement annoncé par les sondages ; face à la campagne de la CDU, le SPD a regagné des électeurs en particulier dans les régions industrielles, telles la Rhénanie-Nord-Westphalie où il avait perdu beaucoup de voix en mai 2005. Ce recul constitue néanmoins une défaite pour le SPD qui perd 29 sièges (il obtient 222 sièges contre 251 en 2002). Mais il faut noter que dans les Länder de l'Est, en dépit des lourdes pertes (moins 10 points), le SPD est en tête, devant la CDU.
- **La CDU/CSU** obtient un résultat inférieur de huit points à ce que prévoyaient les sondages quelques semaines plus tôt (35,2% des voix au lieu des 41 à 43% annoncés) : la classe ouvrière a cherché à voter contre le parti de la bourgeoisie allemande. La CDU perd 2 millions de voix par rapport à 2002 et si le FDP a partiellement bénéficié de ce recul, cela ne compense pas le recul de 3,3% de la CDU (le score de la CDU/CSU-FDP est inférieur de plus de 4 millions de voix à celui de 1990). Au de là des succès électoraux conjoncturel, cela manifeste le déclin historique de la démocratie chrétienne allemande (34% des votants et 27% des inscrits en 2005, contre 43% et 33% en 1990) ; la CSU recule même de dix points en Bavière. Il faut rappeler que depuis le début des années cinquante la démocratie chrétienne réalisait 45% des inscrits et plus. La CDU/CSU obtient 226 sièges sur 614. Les défaites considérables de la CDU en Saxe (-

15,8%), en Thuringe (-8%) au Brandebourg (-7,1%) font de l'Allemagne de l'Est un terrain hostile à la CDU/CSU. Les gains de suffrages sont restés limités à l'Ouest ; ils reposent moins sur la bonne santé de la CDU que sur le rejet, par l'électorat du SPD de la politique du gouvernement Schröder-Fischer (la relative progression de la CDU relève plus de l'abstention des électeurs sociaux-démocrates que du report de voix des électeurs SPD sur la CDU)

- **Le parti libéral (FDP)** obtient 9,8% des suffrages soit une hausse de 2,4% et 61 sièges. Mais les 14 sièges gagnés par le FDP ne compensent pas les 22 sièges perdus par la démocratie chrétienne.
- **Les Verts** qui participaient au gouvernement de Schröder font un score un peu inférieur à celui de 2002 (moins 0,5%) ; avec 8% des votants (et 6% des inscrits) ils obtiennent 51 députés (contre 55 en 2002).
- **Les listes dénommées Die Linke-PDS** (La gauche-PDS) obtiennent 4,1 millions de voix et 8,7% des votants. Mais il s'agit d'une moyenne. Dans les Länder de l'Est cette liste recueille entre 16,4% à Berlin (5 à 9% à Berlin ouest, 25 à 35% à Berlin Est) et 26,6% dans le Brandebourg et en Saxe Anhalt. À l'ouest, les listes Die Linke oscillent entre 3,4% et 8,3%, dépassent 5% dans les circonscriptions ouvrières, en Hesse (8% à Brême, 6% à Hambourg, plus de 6% dans la Ruhr, à Kiel, à Mannheim... et 18,5% en Sarre, Land où se présentait Oscar Lafontaine) Les résultats sont de l'ordre de 3,4% dans le sud, régions acquises à la CDU/CSU. Die Linke-PDS obtient 54 sièges contre 2 en 2002 pour le PDS. 25% des voix du Linkspartei seraient des chômeurs, 12% des ouvriers (20% d'employés à bas salaires). La plus grande partie des voix captées par le Linke proviennent de l'électorat traditionnel du PS (et des Verts). Les résultats sont inférieurs à ce qu'annonçaient les sondages durant l'été : cela va de pair avec une certaine re-mobilisation de l'électorat du SPD. Ce qui fait que le vote Linke-PDS est essentiellement un vote qui cherche à exprimer le rejet de la politique du gouvernement Schröder-Fischer.
- L'extrême droite fait un score négligeable (1,6% des voix, ne dépassant 3,5% qu'en Saxe).

### 18 SEPTEMBRE 2005 : LES « FRUSTRÉS DE L'EST » ONT REJETÉ LA CDU.

C'est la politique du gouvernement Schröder-Fischer qui a conduit à la défaite du SPD ; la classe ouvrière a manifesté son rejet de l'Agenda 2010. Mais, aux élections fédérales, le 18 septembre 2005, alors que tous prévoient une claire victoire de la CDU/CSU, les

résultats du parti de Merckel interdisent la constitution d'une majorité parlementaire des partis bourgeois CDU/CSU-FDP. La presse bourgeoise cherche à masquer les mauvais résultats de la CDU/CSU en expliquant que les masses auraient voté pour une

« grande coalition ». Il faut rappeler que c'est avec l'appui de la CDU/CSU que l'essentiel de l'Agenda 2010 a été voté au Parlement. Ainsi, la réforme de la Santé engagée en 2003 a été selon Schröder lui-même le fruit de « *négociations modèles entre gouvernement et opposition* », la Tribune du 22 juillet 2003 précisait ainsi que « *La grande coalition nécessaire sur la plupart des dossiers de réforme compte tenu de la majorité de l'opposition au Bundesrat a enfin fonctionné.* » Six mois seulement ont été nécessaires à l'adoption de la réforme : ce fut un « compromis de 18 pages » entre le « ministre de la Santé [SPD] Ulla Schmidt et son prédécesseur [CDU] sous Kohl, Horst Seehofer », qui s'est traduit notamment par des remboursements massifs (médicaments, hospitalisation, soins dentaires) à hauteur de 23 milliards d'euros.

Le 18 septembre, la classe ouvrière a donc sanctionné la politique de mise en cause des acquis ouvriers de l'Agenda 2010 ; et ce vote exprime le rejet par la classe ouvrière de cette alliance contre-nature entre le SPD (parti ouvrier bourgeois) et le parti historique de la bourgeoisie allemande, la CDU/CSU qui s'est réalisée sur l'Agenda 2010 dans les commissions et lors des votes au Parlement.

En 2002, le SPD avait gagné les élections à l'Est; il retrouvait alors son électorat d'avant guerre. Et c'est essentiellement à l'Est qu'il perd les élections de 2005 : il recule de 9,96% en moyenne dans les cinq Länder de l'Est et réalise une moyenne de 30,86% soit le score de 1990. Mais à la différence de 1990, où le SPD, parce qu'il s'était opposé à la réunification, n'avait obtenu que 30,9% des voix dans les Länder de l'est contre plus de 42% pour la CDU, le rejet de la politique du gouvernement Schröder-Fischer ne profite en rien à la CDU/CSU : c'est dans les Länder de l'Est que la CSU/CDU fait ses plus mauvais scores : avec 26% des voix, elle arrive derrière le SPD (30,86%) et fait 9% de moins que son score national (dans le Land de Merckel, en Mecklembourg-Poméranie, la CDU fait 29,6%).

Les « frustrés de l'Est »<sup>6</sup>, comme les a appelé Stoiber ont massivement rejeté la CDU/CSU : la classe ouvrière a cherché à émettre un vote de classe contre le parti traditionnel de la bourgeoisie, la CDU/CSU. Mais ni les Verts, ni le Linkepartei ne sont des partis ouvriers ; pourtant, l'essentiel des voix recueillies par le SPD, les Verts et les listes Linke, sont des voix ouvrières. Et les suffrages rassemblés par ces trois partis totalisent 51% des suffrages exprimés.

À l'échelle nationale, la CDU/CSU obtient 1% des suffrages de plus que le SPD (436 000 voix de plus) mais il manque 21 sièges pour qu'une coalition CDU/CSU-FDP ait la majorité absolue au Bundestag. La CDU/CSU et le FDP avaient formé dès 2003 un « partenariat stratégique » qui s'est concrétisé par l'élection de Horst Köhler (CDU) à la présidence fédérale en mai 2004. L'objectif de la bourgeoisie était de former un gouvernement de ses partis, un gouvernement CDU/CSU-FDP ; une partie de l'électorat CDU a voté FDP afin de permettre la formation d'une telle coalition. Et la CDU/CSU et le FDP n'obtiennent au Bundestag que 287 sièges sur 614, rendant impossible (ou politiquement très risqué) un gouvernement CDU/CSU-FDP. Après cinq semaines de discussions difficiles, ce n'est que parce que le SPD accepte de gouverner avec la CDU/CSU que Merckel peut constituer son gouvernement.

Merckel veut « libérer » le patronat des « *règlements dépassés* », c'est-à-dire poursuivre et accentuer l'offensive anti-ouvrière. Ce qu'elle espère, c'est que l'association du SPD dans le cadre d'un gouvernement de « grande coalition » avec le parti de la bourgeoisie allemande, la CDU, désarme le prolétariat, en fermant toute issue politique. Et qu'en conséquence, cette « grande coalition » conduise à une nouvelle défaite du SPD et permette, à terme, de constituer le gouvernement CDU/CSU-FDP qu'espérait la bourgeoisie dès septembre dernier.

## LE GOUVERNEMENT MERKEL FACE AUX MASSES.

### LA « GRANDE COALITION » : UN GOUVERNEMENT FRAGILE.

Début mars, le Parti socialiste français interviewait Jean-Pierre Gougeon, universitaire auteur de plusieurs ouvrages sur l'Allemagne. Il donnait l'appréciation suivante sur les 100 premiers jours du gouvernement Merckel:

*« Le SPD a obtenu des postes importants (...) notamment ceux de vice-chancelier, ministre des affaires sociales et du travail, ministre des finances et ministre des affaires étrangères (...) À ce jour, la grande coalition fonctionne au bénéfice de la CDU. (...) La chancelière a, de par sa fonction, un avantage institutionnel certain (...) Elle a su très vite s'imposer sur les scènes européennes et internationale (...) Elle assume le credo de la nouvelle responsabilité*

*internationale de l'Allemagne »* (voir l'article sur la politique étrangère de Merckel). « *Autre aspect important, après une campagne libérale sur les questions économiques, la chancelière s'est recentrée sur les questions sociales. Elle a relancé le dialogue social avec les syndicats qui apprécient sa personnalité (...) elle soutient aussi le débat sur le salaire minimum (...) elle a enfin une approche pragmatique* » Et il notait : « *Un premier test aura lieu fin mars avec trois grandes élections régionales dans les Länder de Rhénanie-Palatinat, détenu actuellement par le SPD, du Bade – Wurtemberg et de Saxe-Anhalt, à l'est* »

À l'évidence, Merkel s'appuie non seulement sur la participation du SPD au gouvernement de « grande coalition » mais aussi sur la collaboration des dirigeants syndicaux : la politique de l'appareil syndical, c'est de maintenir le lien avec le gouvernement de « grande coalition » afin « d'éviter le pire ». La participation du SPD au gouvernement de « grande coalition » et le « dialogue social » avec les syndicats permettrait-elle de limiter l'offensive contre la classe ouvrière ? En aucun cas. En réalité, la fonction politique de ce dispositif c'est de cadenasser les mobilisations du prolétariat : « éviter le pire », c'est empêcher que ces mobilisations se centralisent contre le gouvernement, imposent la rupture du SPD avec la CDU.

Tel est le dispositif qui permet à Merkel d'avancer dans la mise en œuvre de son programme. La majorité des 2/3 au Parlement doit permettre la modification de la loi fondamentale afin que puisse être menée une attaque plus globale et décisive contre les acquis du prolétariat allemand ; l'appareil répressif, policier et judiciaire, doit être renforcé.

Le gouvernement avance néanmoins prudemment : il poursuit la mise en œuvre de la loi Harz IV (tous les aspects de cette loi contre les chômeurs entrée en application au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ne sont pas encore

#### « GRÈVE À LA FRANÇAISE » EN ALLEMAGNE.

Le 19 février, au moment où se déroulait en France la mobilisation contre le CPE, le quotidien La Croix annonçait :

*« Depuis le 20 janvier, l'Allemagne connaît une grève à la française (sic). Les 1 700 salariés de la firme AEG à Nuremberg ont en effet cessé le travail pour protester contre la volonté de la direction suédoise du groupe de fermer le site allemand (...) Cette grève décrétée brutalement constitue un événement dans un pays habitué aux arrêts de travail aménagés dans le cadre de négociations soigneusement encadrées.*

*D'autant plus extraordinaire que le mouvement a déclenché de nombreuses réactions de solidarité : les salariés des entreprises de la région se sont mobilisés pour aider les grévistes- leur fournissant de l'argent, de la nourriture, voire des vêtements chauds pour tenir le coup dans le froid hivernal ! Et la tente installée par le syndicat IG Metall devant le siège de l'entreprise a reçu la visite de nombreux hommes politiques dont le ministre du travail (SPD) Franz Müntefering.*

*Nous sommes devenus un symbole, déclare fièrement le porte-parole d'IG Metall à Nuremberg, pour expliquer l'écho que cette grève inhabituelle a rencontré. AEG Nuremberg est devenue l'affaire de tous»*

Alors que la firme suédoise Electrolux, propriétaire d'AEG avait, fin 2005, annoncé la fermeture de ce site, délocalisant la production vers la Pologne ou l'Italie, la

appliqués) ; la hausse de la TVA est votée ; elle n'entrera en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Pourtant, le 29 mars, le ministre du travail (SPD) Franz Müntefering annonçait sa décision de « stopper » la mise en œuvre de la version allemande du CNE. Libération du 2 avril indiquait :

*« Le 11 novembre, la CDU et le SPD avaient laborieusement scellé un compromis qui consistait à allonger la période d'essai de six mois à deux ans pour les nouveaux embauchés. Prévus pour mars, cette mesure devait remplacer le système existant à savoir un contrat à durée déterminée de deux ans(...) Ce n'est pas la première fois que la grande coalition est tirillée de la sorte. Mais il est sans précédent qu'un ministre remette en cause un article du « contrat de mariage. (...) Les Jusos – jeunes du SPD – ont déjà fait connaître leur opposition à la réforme. Michael Sommer, président du DGB (conférence des syndicats allemands) a menacé l'Allemagne de désordres identiques à ceux de la France »*

Alors que cette mesure devait se mettre en place en mars, et qu'en décembre, le responsable de l'IG Metall Huber affirmait qu'il n'en demandait pas le retrait, comment expliquer la brutale volte-face du ministre SPD Müntefering?

direction d'IG Metall avait « négocié » un « accord de préservation du site » (acceptant un allongement du temps de travail de cinq heures hebdomadaires sans compensation salariale). À l'annonce de la fermeture, l'équipe du matin répondait par une grève spontanée. Les jours suivants, les manifestations et assemblées se transformaient en grèves sauvages. La détermination d'un grand nombre de travailleurs souvent peu qualifiés et issus de l'immigration a conduit à la mobilisation d'une région toute entière. Au bout de 46 jours de grève, IG Metall a signé un compromis : l'usine sera fermée mais les salariés percevront les plus fortes indemnités versées dans un tel cas<sup>7</sup>.

La lutte contre les licenciements est la plus dure qu'il soit à mener. C'était pour le maintien de l'usine et contre l'interdiction légale de la grève (et pas tant pour le plan de reclassement négocié par IG Metall), que s'est développée la mobilisation de l'usine AEG ; elle a obtenu un énorme soutien local, national et même international. Elle s'inscrit à la suite des mobilisations antérieures, en particulier de la grève spontanée des 9 600 métallos de l'usine Opel de Bochum dans la Ruhr en octobre 2004, paralysant et occupant l'usine durant huit jours.<sup>8</sup> L'appareil syndical a tout fait pour interdire que la mobilisation mette en cause le gouvernement de Meckel qui a décidé « d'assouplir » les procédures de licenciement. Mais, la grève spontanée des salariés d'AEG à Nuremberg en janvier 2006 met en évidence l'accentuation des contradictions entre les classes, ce qui selon le très chrétien quotidien La Croix, tend « à mettre en cause le rituel des relations sociales ». Un membre de

la direction de la DGB parle lui d'une situation qui « *remet en cause le dialogue social* ».

Dans un autre secteur, celui des hôpitaux, la combativité des personnels s'est déjà exprimée à l'automne 2005: grève contre l'allongement du temps de travail dans le Bade-Wurtemberg en octobre, importants

### DEUX MOIS DE GRÈVES DANS LE SECTEUR PUBLIC.

Le secteur public allemand emploie 4,7 millions de personnes (dont 1,6 millions de fonctionnaires, lesquels n'ont pas le droit de grève). La grève fut déclenchée par la fédération Ver.di contre les municipalités de l'ouest qui voulaient allonger la semaine de travail de 38,5 à 40 heures.

« *Le climat social est tendu et le mécontentement des salariés général. C'est la première grève dans le secteur public depuis 1992* ». C'est ainsi qu'Andreas Botsch, secrétaire exécutif de la DGB présente la grève des agents de la fonction publique (employés des hôpitaux, des jardins d'enfants, des services de voirie... qui n'ont pas en Allemagne le statut de fonctionnaire). Partie du Bade-Wurtemberg le 6 février, cette grève « *a touché pratiquement tous les Länder mis à part Berlin qui ne fait pas partie de l'association des employeurs des*

#### « IL FAUT BIEN ÊTRE PRÊT À CHANGER LES VIEILLES HABITUDES »

Jusqu'en 2005, les fonctionnaires de l'État fédéral, des Länder et des communes bénéficiaient des mêmes normes collectives; le BAT était la convention collective des employés et ouvriers de la fonction publique<sup>10</sup> Les accords signés par Ver.di étaient étendus par voie législative aux fonctionnaires. Mais en 2003, lors des négociations collectives portant sur les salaires, le syndicat Ver.di a signé un accord engageant un processus mettant en cause le cadre national de la convention collective des employés (BAT) et des personnels ouvriers (BMT-G); l'argument était de contrer le retrait des employeurs de l'union patronale, ce qui leur permet de se soustraire à l'obligation de respecter la convention (c'est ce qu'a fait le Land de Berlin dès 1994). Cette décision de Ver.di avait donné lieu à de vifs affrontements: en Rhénanie du Nord-Westphalie, les délégués syndicaux avaient réclamé la démission du responsable de Ver.di, Bsirske, pour non respect du mandat syndical.

De plus Ver.di a signé l'an dernier une nouvelle convention, la TVöD: une partie du salaire est lié aux performances et les carrières des jeunes agents qualifiés sont revalorisées au détriment des plus âgés (le BAT valorisait l'ancienneté); prime de Noël, de congés payés, compléments pour les heures supplémentaires sont réduits. L'appareil de Ver di a vanté cet accord

#### UNE MOBILISATION SUR « PLUSIEURS FRONTS » POUR... PROTÉGER LE GOUVERNEMENT.

Dès la signature de la convention collective de la fonction publique TVöD, Ver di a réclamé son extension aux Länder. La fédération fixait deux objectifs à la grève commencée le 6 février: défendre les 38,5 heures dans les communes et étendre la convention TVöD aux

rassemblements à Berlin. Les médecins des hôpitaux publics y ont pris une place importante.

C'est donc dans ce contexte que, début 2006, se sont ouvertes les négociations annuelles dans le secteur public, puis dans la métallurgie.

*services publics* ». (...) « *Les employeurs publics (Länder et communes) ont décidé d'augmenter le temps de travail hebdomadaire de 38,5 heures à 40, voire 42 heures sans compensation salariale<sup>9</sup> (ce qui permettait de supprimer 250 000 emplois)* ». Plus « *d'un million d'emplois ont déjà été perdus (sans compter les privatisations de la poste, des chemins de fer, des télécoms)* » (...) « *La modération salariale a atteint son paroxysme depuis un an, les salaires réels ont même chuté* ». (Interview accordée au Parti socialiste français)

Cette interview rend compte de la combativité des salariés du secteur public où la grève a duré deux mois, la plus longue depuis 14 ans. Mais Andreas Botsch se garde bien d'expliquer le contexte dans lequel les employeurs ont décidé d'allonger le temps de travail.

introduisant la flexibilité; Frank Bsirske avait déclaré: « *Si les services publics ne veulent pas disparaître, il faut bien être prêt à changer les vieilles habitudes* »

Lors de la négociation sur le temps de travail, les Länder sortaient de la convention: la nouvelle convention ne s'applique plus qu'aux communes et aux agents non fonctionnaires de l'État (2,3 millions d'agents). À la fin des années quatre-vingt, les horaires de la fonction publique avaient été ramenés à 38,5 heures hebdomadaires. La nouvelle convention fait éclater l'unité des durées du travail: pour les agents de l'État, le temps de travail est relevé de 38,5 à 39 heures à l'ouest et diminué de 40 à 39 heures à l'est; dans les communes, le temps de travail reste en principe à 38,5 heures hebdomadaires; les Länder souhaitant allonger le temps de travail à 40 heures voire plus, ont quitté les négociations: ainsi, les employés et ouvriers des Länder sont sans convention collective; les salariés anciens gardent les 38,5 heures, mais les horaires sont parfois prolongés jusqu'à 42 heures pour les nouveaux embauchés, les CDD renouvelés... Depuis mars 2006, conformément à l'accord de grande coalition réduisant les dépenses fédérales, le temps de travail hebdomadaire passe à 41 heures pour les fonctionnaires d'État. Les communes et les Länder ont donc décidé de s'aligner sur les mesures imposées par l'État fédéral à ses agents.

Länder. Près de 95% des syndicalistes consultés se prononcent pour une grève illimitée. Mais c'est fondamentalement contre la marche à la liquidation de la convention nationale, contre la « modération salariale » qui a conduit à une baisse des salaires réels de quelques

3% au cours des dix dernières années et contre l'augmentation du temps de travail que les agents se mobilisent. La grève partie du Bade-Wurtemberg a été étendue à dix Land sur 16 (un seul à l'est, la Saxe) ; mais c'est l'appareil central qui décide chaque jour qui doit faire grève: ainsi, dans le Bade-Wurtemberg, 10 000 employés municipaux sur 200 000 ont été appelés à la grève<sup>11</sup>.

Après deux mois de grève, syndicats et employeurs du Bade-Wurtemberg ont signé, début avril, un compromis : la semaine de travail des 220 000 employés communaux passe de 38 heures 30 à 39 heures sans augmentation de salaire (alors que les employeurs souhaitaient les 40 heures). L'accord a été approuvé par 68,7% des voix<sup>12</sup> alors que 94,5% des membres de Ver.di avaient voté la grève. Mais des accords différents ont été signés d'un Land à l'autre. À Hambourg l'accord n'est approuvé qu'à 42% : les agents municipaux travailleront entre 38 et 40 heures, selon l'âge, la situation familiale, la classification. Ce « compromis » est vivement critiqué par les salariés...

La direction de Ver.di a tout fait pour interdire à la mobilisation de se centraliser contre la politique de « rigueur » du gouvernement fédéral à l'origine des attaques contre les salariés, contre la réforme du système

#### NÉGOCIATIONS SALARIALES DANS LA MÉTALLURGIE.

Dans la métallurgie les négociations salariales pour le renouvellement de l'accord salarial qui arrivait à échéance le 28 mars avaient commencé le 8 février: après des années de « retenue salariale », l'IG Metall réclamait une augmentation de 5% : 2% pour l'augmentation de la productivité, 2% pour l'inflation, et 1% supplémentaire dû à la performance du secteur<sup>13</sup>. Le patronat proposait 1,2%. Plusieurs cycles de négociations ont eu lieu depuis le début de l'année, sans aucun résultat. La loi allemande impose la « paix sociale » jusqu'à la fin du cycle de négociations. C'est pourquoi, début mars ont commencé le cycle des grèves d'avertissement. Ce n'est qu'à la fin du cycle des négociations qui prenait fin le 29 mars que la loi allemande autorisait la grève.

Le 22 avril, la presse annonçait qu'un accord était signé; cet « accord pilote » concerne les 700 000 salariés des industries métallurgiques et électriques de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Il sera, comme c'est la tradition, étendu aux 3,4 millions de salariés concernés dans les autres Länder. L'accord qui fixe les grilles tarifaires du secteur de la métallurgie pour 13 mois (jusqu'à mars 2007) comporte une hausse de salaire de 3% au 1<sup>er</sup> juin 2006 ; une prime de 310 euros devrait être versée pendant les mois de mars, d'avril et de mai, mais ce versement pourra être supprimé en fonction d'accords locaux (c'est-à-dire selon les résultats de l'entreprise). Dans les faits, l'accord introduit la flexibilité de salaires et ne garantit qu'une hausse 3% sur 10 mois (soit 2,3% pour 13 mois) et dans la mesure où une augmentation de

fédéral qui ordonne l'ensemble des attaques contre les agents et donc contre le gouvernement de « grande coalition ». Pourtant, c'est à la mi février que la grande coalition a adopté le budget de rigueur, la diminution des primes de Noël...et c'est l'accord de coalition qui a décidé un plan de rigueur conduisant à des coupes drastiques aussi bien dans le budget de l'État fédéral que dans celui des Länder. De plus, la réforme fédérale, adoptée en mars par le gouvernement va conduire à l'éclatement total de la convention nationale : les négociations salariales pourront alors se mener Land par Land et non plus à l'échelle nationale. En s'alignant sur l'éclatement de la convention, l'appareil de Ver di a tout fait pour protéger le gouvernement de la colère des agents.

Cela dit, en dépit de la politique de l'appareil, la combativité des travailleurs des services publics s'est fortement exprimée. Les employeurs l'ont parfaitement mesuré : le personnel des hôpitaux a été réquisitionné en service d'urgence ; ailleurs, a été brandie la menace de la privatisation ; une campagne de presse s'est développée, traitant les fonctionnaires de privilégiés... Cette grève qui a duré deux mois a polarisé l'attention des autres secteurs de travail et suscité des manifestations de soutien de la population...

la TVA de 3% doit intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2007, le pouvoir d'achat moyen ne sera donc pas préservé.

Cela dit, il faut noter le « ouf » de soulagement qui traverse la presse : l'accord éloigne « *le spectre d'une grève dure* », indique Le Figaro. « *Enfin un accord* », titre le quotidien genevois Le Temps !

Les combats du prolétariat allemand tendent de plus en plus à mettre en cause le carcan de la Mitbestimmung (c'est-à-dire la politique de co-gestion ou de co-décision) qui corsète depuis l'après guerre les relations sociales en Allemagne, soumet la classe ouvrière aux besoins du patronat. La bourgeoisie (et toutes les forces politiques attachées à la défense de l'ordre bourgeois) a en permanence à l'esprit, le fait qu'avant d'être divisée, avant d'être, à partir des années cinquante, le pays où l'on fait peu grève, l'Allemagne des années trente connaissait des conflits de classe particulièrement âpres et fréquents. C'est la menace de l'affrontement du prolétariat allemand réunifié qui permet de comprendre l'annonce faite le 29 mars par Franz Müntefering, ministre SPD du travail, de stopper la mise en œuvre du CNE allemand. La DGB demandait au gouvernement de retirer son projet, expliquant que cette loi serait « *un signal fatal si le gouvernement faisait des salariés des travailleurs de seconde classe pendant les vingt-quatre premiers mois et ouvrirait la porte aux licenciements arbitraires* ». Il fallait à tout prix éviter que le prolétariat allemand centralise son combat contre le gouvernement Merkel !

### « CAPITAL CONTRE TRAVAIL »

À l'évidence, le gouvernement de « grande coalition » est un gouvernement fragile. Or, Merkel doit non seulement poursuivre l'offensive anti-ouvrière en Allemagne mais aussi tenter de remettre sur pied l'Union européenne, alors même que Chirac est dans l'incapacité de le faire. L'Union européenne est le cadre qui permet à l'impérialisme allemand d'assurer la défense de ses intérêts à l'échelle internationale.

Mais Merckel ne peut, sans la participation active du SPD, avancer dans la mise en œuvre du programme de gouvernement de la « grande coalition » ; elle doit aussi compter sur la complicité active de l'appareil syndical. À nouveau, le prolétariat allemand et la jeunesse cherchent à engager le combat ; à nouveau, ces combats posent la question du pouvoir.

Parce qu'ils sont indéfectiblement attachés à la défense du capitalisme, les Partis sociaux-démocrates et les Partis socialistes au pouvoir mettent en œuvre la politique exigée par la bourgeoisie : le démantèlement des acquis arrachés par le prolétariat. L'« Agenda 2010 » du gouvernement Schröder répondait à ces exigences ; il en est de même du programme de la « grande coalition » auquel s'est associé le SPD. Cette politique de défense des intérêts du capital a considérablement affaibli le SPD. Le 26 mars 2006 avaient lieu les élections dans trois Länder : la participation est très faible (moins de 50% en Saxe-Anhalt) ; le SPD se maintient avec 46,9% en Rhénanie-Palatinat, mais il perd 8% au Bade-Wurtemberg. Quinze jours plus tard, Matthias Platzeck démissionnait de la présidence SPD « pour raisons de santé et de surmenage » ; les déclarations de son remplaçant Kurt Beck, sur le nécessaire « ancrage à gauche du parti », tout en assurant de sa loyauté le gouvernement de « grande coalition » montrent que la crise profonde qui se développe dans ce parti est loin d'être close.

Mais peut-il y avoir une véritable alternative pour la classe ouvrière et la jeunesse en réclamant une autre

#### RÉFORMER LE CAPITALISME OU L'ABATTRE ?

Rouge, l'hebdomadaire de la LCR, donnait en décembre 2005 l'indication suivante :

*« Dans un sondage publié à la mi-août dans l'hebdomadaire le plus lu en Allemagne, Der Spiegel, 73% des personnes interrogées à l'Est et 50% des personnes à l'Ouest estimaient que la critique du capitalisme développée par Karl Marx, au XIXe siècle, est plus que jamais d'actualité. Dans un autre sondage, effectué par la première chaîne de télévision, il fallait choisir, entre 100 personnalités, « l'Allemand le plus important de tous les temps ». Plusieurs dizaines de milliers de personnes élisent Karl Marx à la troisième place ».*

À l'inverse, des analyses de Marx, en Allemagne, comme en France, la « gauche » dite « anti-libérale » tente d'accréditer l'idée que l'on peut gérer autrement le système capitaliste, que l'on peut le « réformer », « le

« répartir de la valeur ajoutée », une politique de « justice sociale », le retour à une « politique keynésienne », le retour au « bon dialogue social des années soixante », comme le revendiquent Lafontaine et nombre de membres de l'appareil syndical ?

L'alternative n'est pas entre le « néo-libéralisme », le « social-libéralisme » et « l'anti-libéralisme » même de « gauche ». C'est le mode de production capitaliste qui est responsable de tous les maux qui accablent la classe ouvrière et la jeunesse. Le discours de Meckel atteste de la lutte acharnée que mènent les différentes bourgeoisies pour le maintien et la défense du taux de profit dans une situation où s'accroît la concurrence sur le marché mondial : « *la croissance de l'Allemagne est une des plus faibles d'Europe, elle doit augmenter pour que l'Allemagne revienne dans le peloton de tête* » (...); Meckel rend ainsi compte de la concurrence acharnée sur le marché mondial : « *la décision de l'État de soutenir Airbus* » (...) *a empêché Boeing de « détenir le monopole »* (...) « *Les monopoles sont aussi dangereux que la nationalisation* » (...) « *voyez Microsoft* ». Et de préciser : « *la réunification a perturbé notre évolution économique* » (...) « *les dons aux nouveaux Länder étaient importants pour la stabilité politique* » ; « *une part trop importante de l'argent dépensé pour la reconstruction de l'est est partie dans la consommation et pas assez dans les investissements* » (...) « *il faut baisser le taux des prélèvements obligatoires* »<sup>14</sup> En clair : l'offensive contre le prolétariat allemand et la jeunesse doit se poursuivre : développement de la flexibilité sous toutes ses formes, mise en cause du salaire différé, du système de sécurité sociale, de l'assurance chômage, du système d'hospitalisation publique, de la gratuité de l'enseignement...

Cette nécessité pour la bourgeoisie allemande (et pour toutes les bourgeoisies d'Europe) de liquider tous les acquis ouvriers correspond à la nature même du capitalisme. C'est ce que perçoit le prolétariat allemand.

dépasser » En mai 2005, Oscar Lafontaine et Pierre Larrourou publièrent un article qui allait en ce sens :

*« C'est quand tous ont un vrai travail et un vrai salaire, c'est quand tous sont assurés d'une bonne retraite et d'une bonne protection sociale que l'économie fonctionne de la façon la plus solide. Toutes les régulations que nous avons construites au niveau national et qui ont donné à l'Europe ses 30 glorieuses, toutes ces régulations, nous devons très vite les reconstruire au niveau européen. »<sup>15</sup>*

Mais les rapports politiques et la situation économiques du système capitaliste sont profondément différents de ceux existant en 1945-1947 et qui ont permis cet « été de la Saint Martin » qu'ont été les « Trente glorieuses » : l'impérialisme américain est en crise, loin de jouer le rôle de reconstruction du régime capitaliste qu'il joua alors – d'ailleurs, Lafontaine, dans le même article, s'inquiète

de l'énormité de la dette américaine, des lourdes menaces qui pèsent sur l'économie mondiale – Aujourd'hui, l'impérialisme américain est obligé de rejeter ses propres contradictions sur les autres puissances impérialistes ; la concurrence entre les grandes puissances capitalistes - que l'impérialisme américain a aidées à se reconstruire au lendemain de la Seconde guerre mondiale - devient de plus en plus aiguë. L'Union européenne est un cadre de coopération conflictuelle entre les États impérialistes : elle n'a pas les moyens de conjurer la crise qui s'annonce. Lafontaine le sait : ministre d'un super ministère de l'économie dans le gouvernement de Schröder de 1998 à 1999 il a d'ailleurs démissionné, renonçant à ses recettes « keynésiennes »...

Ces discours cherchent en réalité à justifier la politique de cette soi-disant « gauche » qui refuse de rassembler la classe ouvrière et ses organisations dans un combat de classe face et contre la bourgeoisie et ses partis, son État, son gouvernement. Lafontaine a démissionné en mai 2005 du SPD en dénonçant le « social-libéralisme » de Schröder. Il développe alors, dans un premier temps, une politique de division des rangs ouvriers et en même temps se dispose pour assurer « autrement » la défense du capitalisme si cette politique de division ne suffisait pas.

Contre Lafontaine il faut rappeler ce qu'indique Marx lui-même, en 1865, à l'époque du capitalisme ascendant :

*« la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse.(...) Cela ne signifie pas « que la classe ouvrière doive*

#### **FRONT UNIQUE CONTRE LE GOUVERNEMENT MERKEL : À BAS LA GRANDE COALITION !**

Ouvrir aujourd'hui une issue politique aux combats du prolétariat allemand, de la jeunesse, c'est combattre pour que se réalise le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie, son gouvernement, contre l'État bourgeois.

Face à la menace d'éclatement des conventions nationales, face à la mise en en cause du droit à l'enseignement gratuit, pour la défense des acquis nationaux du prolétariat allemand, il faut imposer l'unité de la DGB, de ses fédérations, du SPD, de la WASG pour exiger :

- **Retrait du projet de réforme de la loi fédérale !**

Le SPD se déclare pour le maintien de la gratuité de l'enseignement, contre les droits de scolarité. Mais la réforme de la loi fédérale prévoit d'accentuer l'autonomie des universités et de leur financement. Comment peut-il maintenir sa participation au gouvernement de grande coalition dirigé par Meckel et la CDU qui organise les études payantes?

Début mai à Mayence, le syndicat des enseignants le GEW, membre de la DGB a publié un tract qui se prononce "Contre l'éclatement de l'éducation, mais aussi

*renoncer à sa résistance contre les atteintes du capital » Et Marx poursuivait « les ouvriers (...) ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction »<sup>16</sup>*

Aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme, alors même que les effets de la crise qui s'annonce risquent d'être plus dévastateurs que la crise des années 30, la conclusion de Marx est d'une actualité brûlante :

*« Le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur: "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", [les ouvriers] doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: "Abolition du salariat".*

La défense des intérêts de la classe ouvrière, de ses acquis fondamentaux exige de combattre pour que le prolétariat prenne le pouvoir, que soit exproprié le capital, que soit élaboré et mis en œuvre sous contrôle ouvrier un plan de production pour la satisfaction des besoins des masses. Un tel plan ne peut que s'intégrer à un ensemble plus vaste : les États-Unis socialistes d'Europe. Cela implique que se constitue un Parti Ouvrier Révolutionnaire en Allemagne.

Mais on ne peut avancer vers la construction d'un tel parti sans indiquer par quelle voie (compte-tenu des rapports entre les classes et au sein du mouvement ouvrier) le prolétariat peut s'engager sur la voie qui le conduira à prendre le pouvoir.

*des conventions salariales, et des droits des salariés, et à long terme, la péréquation financière entre Länder (réclamée par le parti libéral, le FDP) »*

Il faut combattre pour le Front unique pour la défense des véritables revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse :

- **Défense de la gratuité de l'enseignement sur l'ensemble du territoire. À bas les droits de scolarité !**
- **À bas le projet de réforme fédérale !**
- **Défense inconditionnelle des conventions collectives nationales !**

La responsabilité des dirigeants de la DGB, de l'IG Metall, de Ver. di, c'est de dénoncer les accords anti-ouvriers, tous les accords de mise en place de la « flexibilité » sous toutes ses formes, c'est de refuser de négocier des « accords maisons », toute mesure mettant en cause les conventions de branches !

Lafontaine a expliqué qu'il faudrait exiger pour le prolétariat allemand le « droit à la grève générale ». Mais ceci n'est qu'une phrase creuse, car cela impliquerait d'abord de combattre pour que **les organisations**

**ouvrières et en premier lieu le DGB se prononcent pour en finir avec le système de « cogestion »** (la Mitbestimmung). Et cela implique de mettre en avant des mots d'ordres permettant que se réalise l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations, face à la bourgeoisie, contre le gouvernement de Meckel.

Ouvrir aux combats du prolétariat une perspective politique, en tenant compte de l'état actuel du mouvement ouvrier et des rapports entre les classes implique de combattre pour que les dirigeants de la DGB, et ses syndicats se prononcent **pour la rupture de l'accord de « grande coalition » !**

Ouvrir une perspective politique, c'est mener campagne pour que les dirigeants de la DGB appellent au combat contre le gouvernement Meckel, appellent au combat pour que le SPD rompe la coalition SPD-CDU/CSU, au Bundestag comme dans les Länder, pour qu'il forme **un gouvernement du seul SPD**, appuyé sur la mobilisation des masses. C'est ce combat qu'il faut mener dans le SPD, dans la WASG, dans les syndicats...

#### **POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

La mobilisation de la jeunesse et de la classe ouvrière française contre le CPE a été très attentivement suivie en Allemagne. En mars les métallos allemands ont mis sur leurs pancartes « *Es Reicht ! Die Franzosen zeigen uns den Weg !* » (Les Français nous montrent la voie). En mai les étudiants ont lancé des mots d'ordre tels celui-ci : "*Französische Verhältnisse hier und jetzt*" (Faisons comme les Français).

En France, les militants qui cherchent les voies de la recomposition du mouvement ouvrier suivent les étapes de la lutte des classes en Allemagne, observent et commentent les développements de la WASG, du Linkspartei...

L'offensive que mènent les gouvernements bourgeois contre les prolétariats d'Europe est à l'origine des mobilisations qui se développent en France, en Allemagne, en Angleterre en défense des acquis arrachés dans l'après-guerre... Il n'est pas inutile de rappeler les caractères particuliers du mouvement ouvrier français et du mouvement ouvrier allemand tels que les notaient Marx à son époque ; caractères liés à leur histoire : la capacité du surgissement spontané de la classe ouvrière française et la supériorité de l'organisation du prolétariat allemand (le Parti social-démocrate allemande s'est constitué comme un parti marxiste, c'est à dire intégrant les acquis théoriques indispensables au prolétariat pour assurer sa mission historique: « *en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme* »).

Dans la WASG, une double bataille se mène :

- pour la présentation de listes WASG, contre le PDS, qui à la tête des Länder (de Berlin, de Mecklembourg-Poméranie) des communes (Dresde)... met en œuvre la politique de la bourgeoisie contre la classe ouvrière (le Land de Berlin est le premier à être sorti de la convention nationale

D'un tel gouvernement les masses exigeraient la satisfaction de leurs revendications et en premier lieu :

- **Abrogation immédiate des lois Hartz et de toutes les lois de l'agenda 2010 !...**
- **Contre le chômage, pour le droit au travail : échelle mobile des heures de travail** (c'est à dire partage du temps de travail entre tous les salariés sans diminution de salaire, sans mise en cause des règles tarifaires)
- **Contre l'augmentation du coût de la vie : rattrapage du pouvoir d'achat perdu et sa garantie par l'échelle mobile des salaires.**

Combattre sur cette orientation, à l'intérieur du SPD (comme à l'extérieur), c'est mettre des jalons pour avancer vers la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

garantissant les droits des salariés des services publics ; la ville de Dresde a vendu 48 000 logements)

- contre la dissolution de la WASG dans le PDS.

Cette bataille exprime les contradictions de ce regroupement composite Linkspartei-PDS qui rassemble des éléments d'origine ouvrière et un « parti » bourgeois, le PDS.

On ne peut mener en Allemagne, comme en France de combat pour la recomposition du mouvement ouvrier que sur l'axe de la révolution prolétarienne. Cela impose la plus grande clarté politique. Certains groupes qui se réclament du trotskysme, de même que quelques militants socialistes, se prononcent à juste titre pour la rupture de la grande coalition. Mais ils le font au nom d'une politique faussement unitaire entre le SPD et le PDS qui ne sont pas des organisations de même nature. Ainsi l'un d'eux écrit :

*« Si nous étions militants du Spd nous lutterions pour l'alliance rose, verte, rouge !*

*Si nous étions Allemands nous dénoncerions avec force la "grande coalition" qui ne peut conduire qu'à toutes les trahisons, toutes les confusions, affaiblir les syndicats, l'espoir de gauche, et renforcer l'extrême droite, in fine. Si nous étions membres du Linkspartei, nous militerions pour un "front unique" avec le Spd en lui demandant quotidiennement de rompre la "coalition gauche-droite" et de revenir dans son camp naturel ».*

Mais la politique de Front unique, ce n'est pas l'unité du ou des partis ouvriers avec un ou plusieurs groupes bourgeois. Cette politique de Front unique permet de rassembler dans le même camp, la classe ouvrière et ses organisations afin d'engager le combat classe contre

classe contre la bourgeoisie. Dans ce combat contre le capital, l'unité de classe du prolétariat est indispensable, d'autant plus qu'il s'agit de lutter pour le pouvoir. Pour répondre combats actuels de la classe ouvrière et de la jeunesse allemande, il y a nécessité d'ouvrir une issue politique à la nécessité de combattre pour que se réalise le Front unique pour chasser le gouvernement Merkel, imposer un gouvernement du seul SPD appuyé sur la DGB et sur la mobilisation des masses. Opposer à ce combat une « combinaison » parlementaire, respectueuse de l'État fédéral bourgeois, une combinaison reliant les

organisations ouvrières aux partis bourgeois est une réponse mystificatrice aux aspirations des masses. La social-démocratie allemande est irredressable et il ne peut être construit en Allemagne de nouveau parti ouvrier que sur un programme qui soit celui de la révolution prolétarienne. Ceci implique d'avoir une claire appréciation sur le Linkspartei (voir dans ce numéro l'article *Allemagne : la fondation de la WASG*).

31 mai 2006

<sup>1</sup> *Une nouvelle perspective* page 27 (Document adopté en mars 1997 par la IXème conférence du Comité)

<sup>2</sup> Willy Brandt, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de grande coalition CDU/CSU-SPD de 1967-69 était devenu en 1969 chancelier d'un gouvernement de « petite coalition » SPD-FDP

<sup>3</sup> Angela Merkel *À ma façon* Entretiens avec Hugo Müller-Vogg (septembre 2005 – avril 2006)

<sup>4</sup> Les mouvements de grève spontanés tendent à se développer ; ils sont en Allemagne inhabituels car le droit de grève est réglementé. La grève n'est en effet autorisée qu'après constat d'échec des négociations et l'organisation d'un vote des salariés pour ou contre son déclenchement. Les grèves spontanées dans les entreprises sont illégales ; elles constituent un motif de licenciement. Les grévistes de Bochum qui ont débrayé et organisé des piquets pour bloquer les portes se sont heurtés à l'appareil qui, avec l'appui de la direction (et de l'archevêque !), a fait voter la « reprise » ... pour continuer la « négociation » ... sur le plan de licenciement. Les grévistes n'ont reçu aucune indemnité de grève : dans le cadre de la législation allemande, lorsque le syndicat appelle à la grève, les syndiqués grévistes perçoivent une indemnité en compensation du salaire perdu. Mais les ouvriers des autres usines Opel et la population leur ont manifesté leur solidarité et les patrons n'ont pas osé prendre des mesures légales contre les grévistes. La principale revendication des grévistes (aucun licenciement, aucune fermeture d'usine) n'a pas été satisfaite, mais la presse a parlé d'un "retour de la lutte de classe, au sens marxiste du terme".

<sup>5</sup> Franz Walter, professeur à l'université de Göttingen, spécialiste des partis allemands.

<sup>6</sup> En août 2005, Stoiber (chef de la CSU) avait affirmé qu'il ne souhaitait pas que l'issue des élections législatives du 18 septembre soit décidée par l'électorat de l'Est, regrettant que la population ne soit "pas partout aussi intelligente qu'en Bavière" (sic). En marge d'un meeting électoral, il avait expliqué, faisant référence au scrutin de 2002: "Je n'accepte pas que l'Est décide à nouveau qui sera chancelier en Allemagne. Il ne faut pas que les frustrés décident du destin de l'Allemagne".

À noter la « défaite » de Stoiber en Bavière : la crise qui se développe dans la CSU le conduit à renoncer à participer au gouvernement

<sup>7</sup> L'accord prévoit des indemnités de licenciement d'un niveau exceptionnellement élevé ; elles seront calculées selon la formule : (salaire mensuel brut) x (nombre d'années d'ancienneté) x (par le coefficient 1,8 durant un an).

<sup>8</sup> Cela montre que la mobilisation des métallos de Bochum n'était en rien un « combat d'arrière garde » ainsi que l'avait qualifiée un des groupes allemand du SU (Secrétariat unifié, organisation internationale à laquelle appartient la LCR), ni d'un combat isolé dans une vaste période de reflux du prolétariat allemand. Mais le combat des métallos de Bochum participait du même mouvement que celui des Mongtagsdemo ; il manifestait la recherche du prolétariat à faire voler en éclat le dispositif de « partenariat social » en vigueur depuis les années cinquante, lequel garantit « la paix sociale ».

<sup>9</sup> Ce qui représente 18 minutes de travail supplémentaire par jour, soit deux semaines de travail non payé par an !

<sup>10</sup> Le BAT (Bundesangestelltentarifvertrag), en vigueur depuis 1961 servait, de plus, de référence à de nombreuses entreprises non publiques (notamment dans le secteur associatif)

<sup>11</sup> Quelques dizaine de milliers de salariés participent chaque jour à la grève. Ils étaient plus de 300 000 lors de la dernière grève nationale publique en 1992.

<sup>12</sup> Pendant la durée de la convention collective, la grève est interdite ; la loi impose un vote avec 75% des voix pour démarrer une grève et 25% pour agréer un accord. La loi sur l'entreprise impose une obligation de « paix sociale » au conseil d'établissement (Beitriesrat) auquel participent les syndicats.

<sup>13</sup> Cet alignement de l'appareil syndical sur une politique qui soumet les augmentations de salaires aux résultats de l'entreprise traduit la soumission de l'appareil aux exigences patronales. Cette politique est justifiée par le discours sur la « justice sociale », « le partage équitable de la valeur ajoutée ». Elle implique forcément l'acceptation de la baisse des salaires dans les périodes de stagnation, de récession et lorsque le patron juge que ses profits sont insuffisant. Cette politique nie la réalité du mode de production capitaliste : les intérêts des salariés sont contradictoires à ceux de la bourgeois ; la défense du salaire met en cause la plus value (la fraction du travail non payée à la base de la formation du profit capitaliste).

<sup>14</sup> Angela Meckel *À ma façon*

<sup>15</sup> Oscar Lafontaine et Pierre Larrourou *Renégocier c'est possible*

<sup>16</sup> Karl Marx *Salaire, prix et profits*.